

Arrêté n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/210 du 19 août 2021
mettant en demeure la société Enviro-Conseil et Travaux (ECT) de respecter les prescriptions applicables pour la carrière à ciel ouvert d'argile située lieu-dit « La Muette » sur le territoire de la commune d'ANGERVILLIERS (91470) et lieux-dits « La Patte d'Oie », « Les Houdoux » et « Les Rochettes de Granville » sur le territoire de la commune du VAL-SAINT-GERMAIN (91530)

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU le décret du 13 octobre 2020 portant nomination de M. Cyril ALAVOINE, Sous-Préfet, Directeur de cabinet du Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n°2021-PREF-DCPPAT-BCA-199 du 1^{er} août 2021 portant délégation de signature de M. Cyril ALAVOINE, Directeur de cabinet du Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2510 relatif aux exploitations de carrières,

VU l'arrêté préfectoral n°2007.PREF.DCI3/BE0075 du 6 avril 2007 autorisant la société WIENERBERGER à exploiter une carrière d'argile à ciel ouvert d'une surface de 30 ha 68 a, sur le territoire des communes d'Angervilliers au lieu-dit « les Muette » et du Val-Saint-Germain aux lieux-dits « La Patte d'Oie », « Houdoux » et « les Rochettes de Granville »,

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021 PREF/DCPPAT/BUPPE/153 du 21 juin 2021 portant prolongation pour une durée de six mois de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert d'argile située au lieu dit « la Muette » sur la commune d'Angervilliers et aux lieux dits « la Patte d'Oie », « les Houdoux » et « les Rochettes de Granville » sur la commune du Val-Saint-Germain,

VU l'arrêté n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/188 du 29 juillet 2021 portant autorisation de changement d'exploitant au profit de la société Enviro-Conseil et Travaux (ECT) pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert d'argile située au lieu dit « la Muette » sur la commune d'ANGERVILLIERS (91 470) et aux lieux dits « la Patte d'Oie », « les Houdoux » et « les Rochettes de Granville » sur la commune du VAL-SAINT-GERMAIN (91 530),

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 29 juillet 2021, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 11 juin 2021, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 29 juillet 2021 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 11 juin 2021, l'inspecteur a constaté la non-conformité suivante :
- la présence de clôtures arrachées et découpées et d'un portail forcé, ceux-ci ont déjà été constatés le 30 juin 2020,

CONSIDÉRANT qu'il a également constaté la présence de public non autorisé dans l'installation,

CONSIDÉRANT les enjeux en termes de sécurité vis-à-vis des personnes extérieures qui pénètrent sur le site par effraction,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article II-12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 avril 2007 susvisé et de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Enviro-Conseil et Travaux (ECT) de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société Enviro-Conseil et Travaux (ECT), dont le siège social est situé D 401 Route du Ménil-Amelot - 77230 VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN, exploitant une carrière à ciel ouvert d'argile sise lieu-dit "La Muette" sur la commune d'ANGERVILLIERS et lieux-dits « La Patte d'Oie », « Les Houdoux » et « Les Rochettes de Granville » sur la commune du VAL-SAINT-GERMAIN (91530), est mise en demeure de respecter, dans un délai d'UN MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article II-12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 avril 2007 susvisé et de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé, en prenant les mesures correctives nécessaires afin d'interdire au public l'accès aux installations.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56

avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société Enviro-Conseil et Travaux (ECT), et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES, Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et aux Maires d'ANGERVILLIERS et du VAL-SAINT-GERMAIN.

Pour le Préfet et par délégation,
~~Pour le Secrétaire Général absent,~~
Le Directeur de cabinet

Cyril ALAVOINE